

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 5269

[2006/204183]

14 DECEMBRE 2006. — Décret portant transposition de la Directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent décret transpose la Directive 2003/98/C.E. du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public.

CHAPITRE II. — *Définitions et domaine d'application*

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1^o autorité publique :

a. la Région wallonne;

b. les personnes morales de droit public qui dépendent, directement ou indirectement, de la Région wallonne;

c. les communes, les provinces et autres collectivités territoriales;

d. les personnes, quelles que soient leur forme et leur nature, qui :

— ont été créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial;

— sont dotées d'une personnalité juridique;

— et dont soit l'activité est financée majoritairement par les autorités ou organismes mentionnés au a., b. ou c., soit la gestion est soumise à un contrôle de ces autorités ou organismes, soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par ces autorités ou organismes;

e. les associations formées par une ou plusieurs autorités publiques visées au a., b., c. ou d.;

2^o document administratif : l'information stockée sous une forme particulière et dont dispose une autorité publique, quel que soit le support ou la forme de stockage de cette information.

Les programmes informatiques ne sont pas des documents administratifs;

3^o données à caractère personnel : toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable au sens de la définition fournie à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

4^o réutilisation : l'utilisation de documents administratifs, dont les autorités publiques disposent, à des fins commerciales ou non commerciales, autres que l'objectif initial de la mission de service public pour lequel les documents administratifs ont été produits;

5^o licence : document émanant d'une autorité publique destiné à fixer les conditions de réutilisation dans le chef des deux parties, l'autorité concédant les documents et le bénéficiaire de ceux-ci;

6^o disposer : être en possession de ou avoir un certain contrôle ou être géré pour une autorité publique;

7^o écrit : par courrier, télécopie, courrier électronique ou formulaire Web.

Art. 3. Le présent décret s'applique à tous les documents administratifs, revêtus d'un caractère complet et achevé, dont les autorités publiques disposent et qu'elles décident de mettre à disposition de tiers à des fins de réutilisation.

Les autorités publiques disposent d'un pouvoir d'appréciation en la matière.

Le présent décret ne s'applique pas :

1^o aux documents administratifs dont la fourniture est une activité qui ne relève pas de la mission de service public dévolue à l'autorité publique concernée;

2^o aux documents administratifs dont des tiers détiennent les droits de propriété intellectuelle;

3^o aux documents administratifs qui ne sont pas accessibles compte tenu des règles d'accès en vigueur, y compris pour des motifs de :

— protection de la sécurité nationale, de défense ou de sécurité publique;

— confidentialité des données statistiques ou des informations commerciales;

— défaut d'intérêt personnel au cas où un intérêt personnel doit être démontré pour obtenir l'accès aux documents administratifs;

4^o aux documents administratifs détenus par des radiodiffuseurs de service public ou leurs filiales et par d'autres institutions ou leurs filiales pour l'accomplissement d'une mission de radiodiffusion de service public;

5^o aux documents administratifs détenus par des établissements d'enseignement et de recherche, y compris des organisations créées pour le transfert des résultats de la recherche;

6^o aux documents administratifs détenus par des établissements culturels.

Le présent décret ne s'applique pas non plus aux documents administratifs qui sont mis à disposition inconditionnellement par une autorité publique.

L'échange de documents administratifs entre des organismes du secteur public aux seules fins de l'exercice de leur mission de service public ne constitue pas une réutilisation.

CHAPITRE III. — *Principes de réutilisation de documents administratifs*

Art. 4. Un document administratif qui comporte des données à caractère personnel ne peut être réutilisé qu'à condition que l'autorité publique ait pris les mesures de précaution nécessaires afin d'occulter l'identité de la personne à laquelle les données à caractère personnel ont trait en particulier en rendant les informations anonymes, conformément à la définition donnée à l'article 1^{er}, 5^o, de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Art. 5. Les documents administratifs mis à disposition par les autorités publiques peuvent être réutilisés à des fins commerciales ou non commerciales conformément aux conditions définies dans le présent décret.

Les documents résultant de la réutilisation doivent mentionner les sources et la date de la dernière mise à jour et respecter l'intégrité et la nature des documents administratifs mis à disposition.

Les autorités publiques peuvent soumettre la réutilisation des documents administratifs à des conditions supplémentaires. Ces conditions ne peuvent cependant pas limiter indûment les possibilités de réutilisation ni être utilisées pour restreindre la concurrence.

Les documents réutilisables sont, dans la mesure du possible, mis à la disposition par voie électronique.

CHAPITRE IV. — *Demande et traitement*

Art. 6. La demande de réutilisation, qui doit être écrite, contient au moins l'identification précise du document administratif demandé, une description de la réutilisation qui en sera faite, la forme dans laquelle les informations recherchées devraient être mises à disposition, ainsi que la finalité poursuivie.

Si l'obtention du document administratif requiert l'emploi d'une licence, l'autorité publique sollicitée par la demande de réutilisation envoie au demandeur un exemplaire standard dans les délais tels qu'ils seront fixés par arrêté. Les conditions contenues dans la licence ne limitent pas indûment les possibilités de réutilisation et ne sont pas utilisées pour restreindre la concurrence.

L'autorité publique peut, à tout moment et de manière unilatérale, mettre fin à la licence, sans donner droit à un quelconque dédommagement, si le demandeur ne respecte pas une ou plusieurs conditions de la licence.

L'autorité publique peut également, à tout moment et de manière unilatérale, mettre fin à la mise à disposition des documents administratifs, sans donner droit à un quelconque dédommagement, si le demandeur ne respecte pas une ou plusieurs conditions visées à l'article 5, alinéas 2 et 3.

Un arrêté détermine la procédure et les délais de traitement d'une demande de réutilisation, ainsi que la forme des décisions.

CHAPITRE V. — *Conditions de réutilisation*

Art. 7. § 1^{er}. Si les documents administratifs sont disponibles, et s'ils peuvent être mis à disposition sous la forme demandée sans occasionner de frais inconsidérés, l'autorité publique les fournit sous cette forme.

Si les documents administratifs ne sont pas disponibles dans la forme demandée, l'autorité publique communique au demandeur, dans sa décision, la/les forme(s) sous laquelle/lesquelles les documents sont disponibles ou pourront être mis à disposition.

§ 2. Les autorités publiques ne sont pas tenues de poursuivre la production de documents administratifs en vue de la réutilisation de documents administratifs. Toutefois, elles sont tenues de rendre leurs décisions publiques dans les meilleurs délais, notamment moyennant un lien sur le portail de la Région wallonne.

Art. 8. Dans l'hypothèse où une redevance est prélevée pour la reproduction et la distribution de documents administratifs, cette redevance égale les coûts marginaux de reproduction et de distribution.

Quand la préparation d'un document administratif demande plusieurs opérations supplémentaires, le total des coûts ne peut dépasser le coût de la collecte, de la production, de la reproduction et de la diffusion, tout en permettant un retour sur investissement raisonnable.

CHAPITRE VI. — *Recours*

Art. 9. § 1^{er}. Dans le cadre de la réutilisation des documents administratifs, la Commission d'accès aux documents administratifs visée à l'article 8 du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration en Région wallonne est compétente pour connaître des recours à l'encontre d'une décision de mise à disposition des documents administratifs, en cas de refus d'exécuter une décision, ou en raison de toute autre difficulté qui est rencontrée dans l'exercice des droits que confère le présent décret.

§ 2. La Commission exerce cette compétence en toute impartialité et neutralité. Lors du traitement des recours, elle ne peut recevoir aucune instruction.

Art. 10. Le recours doit être introduit par écrit dans un délai de soixante jours qui commence à courir à partir du fait qui engendre le recours.

Art. 11. § 1^{er}. La Commission qui reçoit un recours, le consigne sans délai dans un registre, avec mention de la date de réception.

La personne qui a formé le recours ainsi que l'autorité publique concernée ont un droit d'accès immédiat aux données de consignation du recours.

§ 2. La Commission informe immédiatement l'autorité publique concernée du recours et envoie simultanément un avis de réception à la personne qui a formé le recours.

Art. 12. § 1^{er}. La Commission statue sur le recours dans les plus brefs délais et notifie sa décision par écrit à la personne qui a formé le recours et à l'autorité publique concernée dans un délai de trente jours au plus tard.

§ 2. Les décisions de la Commission sont publiques.

Art. 13. L'autorité publique concernée exécute la décision accueillant le recours dans les meilleurs délais et, au plus tard, dans les quinze jours.

Art. 14. La Commission peut, lorsqu'elle est saisie d'un recours, consulter sur place toutes informations utiles ou se les faire communiquer par l'autorité publique concernée.

Elle peut entendre toutes les parties et tous les experts concernés et demander des informations complémentaires aux membres du personnel de l'autorité publique.

CHAPITRE VII. — *Non-discrimination, libre concurrence et transparence*

Art. 15. § 1^{er}. Toute condition applicable en matière de réutilisation des documents administratifs ne peut être discriminatoire pour des catégories comparables de réutilisation.

§ 2. Lorsque l'autorité publique réutilise des documents dans le cadre de ses activités commerciales étrangères à sa mission de service public, les conditions tarifaires et autres applicables à la fourniture des documents destinés à ces activités sont les mêmes que pour les autres utilisateurs.

Art. 16. § 1^{er}. Les accords d'exclusivité de réutilisation sont interdits à moins qu'ils ne s'avèrent nécessaires pour la prestation d'un service d'intérêt général.

Si un droit d'exclusivité est accordé dans l'intérêt général, le bien-fondé de celui-ci fait l'objet, tous les trois ans au moins, d'un examen d'opportunité effectué par l'autorité publique qui a octroyé le droit d'exclusivité ou qui est titulaire du droit d'exclusivité.

§ 2. Tout droit exclusif de réutilisation, accordé après l'entrée en vigueur du présent décret, est rendu public à l'initiative de l'autorité qui l'accorde.

§ 3. Les droits de réutilisation exclusive qui ont été accordés avant l'entrée en vigueur du présent décret, hormis ceux bénéficiant de l'exception visée au § 1^{er} du présent article, prennent fin à l'échéance de leur validité ou, en tout état de cause, au plus tard le 31 décembre 2008.

Art. 17. Les documents disponibles en vue d'une réutilisation, les conditions éventuelles dont les licences types, ainsi que les rétributions éventuelles, doivent être répertoriés et publiés, notamment sur le portail de la Région wallonne.

La surveillance de cette obligation incombe au Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne. Un arrêté règle les modalités de cette surveillance.

Lorsqu'une rétribution est exigée, le demandeur peut, sur simple demande, être informé par l'autorité publique concernée de la base de calcul ainsi que des facteurs pris en compte dans le calcul de la rétribution.

CHAPITRE VIII. — *Disposition finale*

Art. 18. Le présent décret entre en vigueur à la date déterminée par le Gouvernement wallon.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 14 décembre 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Documents du Parlement wallon, 467 (2006-2007), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique 6 décembre 2006.

Discussion. Votes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 5269

[2006/204183]

14. DEZEMBER 2006 — Dekret zur Umsetzung der Richtlinie 2003/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. November 2003 über die Weiterverwendung von Informationen des öffentlichen Sektors (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret setzt die Richtlinie 2003/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. November 2003 über die Weiterverwendung von Informationen des öffentlichen Sektors um.

KAPITEL II — *Definitionen und Anwendungsbereich*

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° öffentliche Behörde:

- a. die Wallonische Region;
- b. die juristischen Personen öffentlichen Rechts, die direkt oder indirekt von der Wallonischen Region abhängen;
- c. die Gemeinden, die Provinzen und die sonstigen Gebietskörperschaften;
- d. die Personen, was ihre Form und ihre Art sein mögen, die:
 - zu dem besonderen Zweck gegründet wurden, im Allgemeininteresse liegende Aufgaben zu erfüllen, die nicht industrieller oder kommerzieller Art sind;
 - die Rechtspersönlichkeit besitzen;
 - überwiegend von den in Punkten a., b. oder c. erwähnten Behörden oder Einrichtungen finanziert werden oder hinsichtlich ihrer Leitung der Aufsicht durch letztere unterliegt oder deren Verwaltungs-, Leitungs- oder Aufsichtsorgan mehrheitlich aus Mitgliedern besteht, die von diesen Behörden oder Einrichtungen ernannt worden sind;
- e. die Vereinigungen, die aus einer oder mehreren der in Punkten a., b., c. oder d. erwähnten öffentlichen Behörden bestehen;

2° Verwaltungsunterlage: die unter besonderer Form gelagerte Information und über die eine öffentliche Behörde verfügt, was der Träger oder die Form der Lagerung dieser Information sein mag.

Die Programme zur elektronischen Datenverarbeitung sind keine Verwaltungsunterlagen.

3° personenbezogene Daten: jede Information über eine natürliche Person, die im Sinne der Definition, die in Artikel 1 § 1 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens bezüglich der Behandlung von Daten persönlicher Art angegeben ist, namentlich bezeichnet oder leicht identifizierbar ist;

4° Weiterverwendung: die Nutzung von Verwaltungsunterlagen, die im Besitz öffentlicher Behörden sind, für kommerzielle oder nichtkommerzielle Zwecke, die sich von dem ursprünglichen Zweck im Rahmen des öffentlichen Auftrags, für den die Verwaltungsunterlagen erstellt wurden, unterscheiden;

5° Lizenz: von einer öffentlichen Behörde stammende Unterlage, die dazu bestimmt ist, die Bedingungen für die Weiterverwendung seitens der beiden Parteien, d.h. der Behörde, die die Unterlagen erteilt, und des Empfängers dieser Unterlagen festzulegen;

6° über etwas verfügen: im Besitz sein von oder eine gewisse Aufsicht haben über oder für eine öffentliche Behörde geführt bzw. verwaltet werden.

7° schriftlich: per Post, Fax, elektronische Post oder Webformular.

Art. 3 - Das vorliegende Dekret findet Anwendung auf alle vollständigen und fertiggestellten Verwaltungsunterlagen, über welche die öffentlichen Behörden verfügen und die sie beschließen, Dritten zwecks einer Weiterverwendung zur Verfügung zu stellen.

Die öffentlichen Behörden verfügen über eine Beurteilungsbefugnis in diesem Bereich.

Das vorliegende Dekret gilt nicht für:

- 1° die Verwaltungsunterlagen, deren Bereitstellung nicht unter den öffentlichen Auftrag der betreffenden öffentlichen Behörde fällt;
- 2° die Verwaltungsunterlagen, die geistiges Eigentum Dritter sind;
- 3° die Verwaltungsunterlagen, die nach den geltenden Zugangsregelungen nicht zugänglich sind, einschließlich aus Gründen:
 - des Schutzes der nationalen Sicherheit, der Verteidigung oder der öffentlichen Sicherheit;
 - die Geheimhaltung statistischer Daten oder der Geschäftsgeheimnisse;
 - des Nichtvorhandenseins eines persönlichen Interesses, wenn ein persönliches Interesse nachgewiesen sein muss, um Zugang zu den Verwaltungsunterlagen zu erhalten;
- 4° die Verwaltungsunterlagen, die im Besitz öffentlich-rechtlicher Rundfunkanstalten und ihrer Zweigstellen und anderer Stellen und deren Zweigstellen sind und der Wahrnehmung eines öffentlichen Sendeauftrags dienen;
- 5° die Verwaltungsunterlagen, die im Besitz von Bildungs- und Forschungseinrichtungen, einschließlich von Einrichtungen, die zum Zweck der Übertragung von Forschungsergebnissen gegründet wurden, sind;

6° Verwaltungsunterlagen, die im Besitz kultureller Einrichtungen sind.

Das vorliegende Dekret findet ebenfalls keine Anwendung auf die Verwaltungsunterlagen, die durch eine öffentliche Behörde bedingungslos zur Verfügung gestellt werden.

Der Austausch von Verwaltungsunterlagen unter Einrichtungen öffentlichen Sektors zu dem einzigen Zweck der Ausübung ihrer Aufgabe öffentlichen Dienstes gilt nicht als Weiterverwendung.

KAPITEL III — Grundsätze der Weiterverwendung von Verwaltungsunterlagen

Art. 4 - Eine Verwaltungsunterlage, die personenbezogene Daten umfasst, darf nur weiterverwendet werden, wenn die öffentliche Behörde die notwendigen Vorsichtsmaßnahmen getroffen hat, um die Identität der Person, auf die sich die personenbezogenen Daten beziehen, geheim zu halten, insbesondere durch das Anonymisieren der Auskünfte gemäß der Definition, die in Artikel 1 5° des Königlichen Erlasses vom 13. Februar 2001 zur Durchführung des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens bezüglich der Behandlung von Daten persönlicher Art angegeben ist.

Art. 5 - Die durch die öffentlichen Behörden zur Verfügung gestellten Verwaltungsunterlagen dürfen für kommerzielle oder nichtkommerzielle Zwecke gemäß den im vorliegenden Dekret bestimmten Bedingungen weiterverwendet werden.

Die sich aus der Weiterverwendung ergebenden Unterlagen müssen die Quellen und das Datum der letzten Aktualisierung angeben und die Vollständigkeit und die Natur der zur Verfügung gestellten Verwaltungsunterlagen beachten.

Die öffentlichen Behörden können die Weiterverwendung der Verwaltungsunterlagen zusätzlichen Bedingungen unterwerfen. Diese Bedingungen dürfen jedoch weder die Möglichkeiten der Weiterverwendung unberechtigterweise begrenzen noch benutzt werden, um den Wettbewerb einzuschränken.

Die weiterverwendbaren Unterlagen werden im Rahmen des Möglichen in elektronischer Form zur Verfügung gestellt.

KAPITEL IV — Antrag und Bearbeitung

Art. 6 - Der Antrag auf Weiterverwendung, der schriftlich gestellt werden muss, umfasst mindestens die genaue Identifizierung der beantragten Verwaltungsunterlage, eine Beschreibung ihrer Weiterverwendung, die Form, in der die gesuchten Informationen zur Verfügung gestellt werden sollten, sowie die verfolgte Zielsetzung.

Wenn die Erhaltung der Verwaltungsunterlage die Nutzung einer Lizenz erfordert, schickt die öffentliche Behörde, die den Antrag auf Weiterverwendung erhalten hat, dem Antragsteller ein Standardexemplar der Lizenz binnen Fristen, die durch Erlass festgelegt werden, zu. Die in der Lizenz angegebenen Bedingungen dürfen weder die Möglichkeiten der Weiterverwendung unberechtigterweise begrenzen noch benutzt werden, um den Wettbewerb einzuschränken.

Die öffentliche Behörde darf jederzeit und einseitig die Lizenz beenden, ohne Anspruch auf irgendwelche Entschädigung zu geben, wenn der Antragsteller eine odere mehrere Lizenzbedingungen nicht beachtet.

Die öffentliche Behörde darf jederzeit und einseitig die Bereitstellung der Verwaltungsunterlagen beenden, ohne Anspruch auf irgendwelche Entschädigung zu geben, wenn der Antragsteller eine odere mehrere in Artikel 5 Absätze 2 und 3 erwähnten Lizenzbedingungen nicht beachtet.

Ein Erlass bestimmt das Verfahren und die Fristen für die Bearbeitung eines Antrags auf Weiterverwendung sowie die Form der Beschlüsse.

KAPITEL V — Bedingungen für die Weiterverwendung

Art. 7 - § 1 - Wenn die Verwaltungsunterlagen verfügbar sind und wenn sie in der beantragten Form zur Verfügung gestellt werden können, ohne unvernünftig hohe Kosten zu verursachen, liefert die öffentliche Behörde die Unterlagen in dieser Form.

Wenn die Verwaltungsunterlagen nicht in der beantragten Form verfügbar sind, teilt die öffentliche Behörde dem Antragsteller in ihrem Beschluss mit, in welcher Form bzw. Formen die Unterlagen verfügbar sind oder zur Verfügung gestellt werden können.

§ 2 - Die öffentlichen Behörden sind nicht verpflichtet, die Erstellung von Verwaltungsunterlagen zwecks der Weiterverwendung von Verwaltungsunterlagen fortzusetzen. Sie sind jedoch verpflichtet, ihre Beschlüsse namentlich mit Hilfe eines Links auf dem Internet-Portal der Wallonischen Region unverzüglich zu veröffentlichen.

Art. 8 - Wenn für die Reproduktion und die Verbreitung von Verwaltungsunterlagen eine Gebühr erhoben wird, entspricht diese Gebühr den Grenzkosten für die Reproduktion und die Verbreitung.

Wenn die Vorbereitung einer Verwaltungsunterlage mehrere zusätzliche Vorgänge erfordert, dürfen die Gesamtkosten die Kosten für die Erfassung, Erstellung, Reproduktion und Verbreitung zuzüglich einer angemessenen Gewinnspanne nicht übersteigen.

KAPITEL VI — Einspruch

Art. 9 - § 1 - Im Rahmen der Weiterverwendung der Verwaltungsunterlagen ist der in Artikel 8 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung in der Wallonischen Region angeführte Ausschuss für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen dafür zuständig, über die Einsprüche gegen einen Beschluss zur Bereitstellung von Verwaltungsunterlagen zu urteilen, im Falle einer Verweigerung, einen Beschluss auszuführen, oder aufgrund irgendwelcher Schwierigkeit, auf die bei der Ausübung der durch das vorliegende Dekret verliehenen Rechte, gestoßen wird.

§ 2 - Der Ausschuss übt diese Zuständigkeit ganz unparteiisch und neutral aus. Bei der Bearbeitung der Einsprüche darf er keine Anweisung bekommen.

Art. 10 - Der Einspruch muss schriftlich innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Datum des Vorgangs, der den Einspruch verursacht hat, eingelegt werden.

Art. 11 - § 1 - Der Ausschuss, der einen Einspruch bekommt, trägt ihn unverzüglich in ein Register mit Angabe des Eingangsdatums ein.

Die Person, die den Einspruch eingelegt hat, sowie die betroffene öffentliche Behörde haben Anspruch auf sofortigen Zugang zu den Angaben der Eintragung des Einspruchs.

§ 2 - Der Ausschuss setzt die betroffene öffentliche Behörde von dem Einspruch sofort in Kenntnis und schickt gleichzeitig der Person, die den Einspruch eingelegt hat, eine Empfangsbescheinigung.

Art. 12 - § 1 - Der Ausschuss befindet sich schnellstmöglich über den Einspruch und teilt der Person, die den Einspruch eingelegt hat, und der betroffenen öffentlichen Behörde innerhalb einer Frist von höchstens dreißig Tagen schriftlich seinen Beschluss mit.

§ 2 - Die Beschlüsse des Ausschusses sind öffentlich.

Art. 13 - Die betroffene öffentliche Behörde führt schnellstmöglich und spätestens innerhalb von fünfzehn Tagen den Beschluss über den Einspruch aus.

Art. 14 - Der Ausschuss kann, wenn er mit einem Einspruch befasst wird, alle nötigen Informationen vor Ort einsehen oder diese sich von der betroffenen öffentlichen Behörde mitteilen lassen.

Er kann die gesamten Parteien und die gesamten betroffenen Sachverständigen anhören und bei den Personalmitgliedern der öffentlichen Behörde zusätzliche Informationen einholen.

KAPITEL VII — Nichtdiskriminierung, freier Wettbewerb und Transparenz

Art. 15 - § 1 - Die Bedingungen für die Weiterverwendung von Verwaltungsunterlagen sind für vergleichbare Kategorien der Weiterverwendung nichtdiskriminierend.

§ 2 - Werden Dokumente von der öffentlichen Behörde als Ausgangsmaterial für eigene Geschäftstätigkeiten weiterverwendet, die nicht unter ihren öffentlichen Auftrag fallen, so gelten für die Bereitstellung der Dokumente für diese Tätigkeiten dieselben Gebühren und sonstigen Bedingungen wie für andere Nutzer.

Art. 16 - § 1 - Ausschließlichkeitsvereinbarungen über die Weiterverwendung sind verboten, es sei denn, dass sie sich für die Bereitstellung eines Dienstes im allgemeinen Interesse als notwendig erweisen.

Ist für die Bereitstellung eines Dienstes im öffentlichen Interesse ein ausschließliches Recht erforderlich, so ist der Grund für dessen Erteilung regelmäßig, mindestens jedoch alle drei Jahre, Gegenstand einer Untersuchung der Zweckmäßigkeit, die durch die öffentliche Behörde, die das ausschließliche Recht erteilt hat oder die Inhaber des ausschließlichen Rechtes innehat, ausgeführt wird.

§ 2 - Jedes nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets erteilte ausschließliche Recht wird auf Initiative der Behörde hin, die es erteilt, öffentlich bekannt gemacht.

§ 3 - Die ausschließlichen Rechte auf Weiterverwendung, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets erteilt worden sind, mit Ausnahme derjenigen, die von der im § 1 des vorliegenden Artikels angeführten Ausnahme betroffen sind, werden beim Ablauf ihrer Gültigkeit, spätestens jedoch am 31. Dezember 2008 beendet.

Art. 17 - Die zwecks einer Weiterverwendung verfügbaren Unterlagen, die eventuellen Bedingungen, von denen die Standardlizenzen, sowie die eventuellen Vergütungen müssen insbesondere auf dem Internet-Portal der Wallonischen Region aufgeführt und veröffentlicht werden.

Die Überwachung dieser Verpflichtung obliegt dem Generalsekretariat des Ministeriums der Wallonischen Region. Ein Erlass regelt die Modalitäten dieser Überwachung.

Wenn eine Vergütung erfordert wird, kann der Antragsteller auf einfachen Antrag durch die betroffene öffentliche Behörde über die Berechnungsgrundlage sowie über die in der Berechnung der Vergütung berücksichtigten Faktoren informiert werden.

KAPITEL VIII — Schlussbestimmungen

Art. 18 - Das vorliegende Dekret tritt am von der Wallonischen Regierung bestimmten Datum in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 14. Dezember 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2006-2007.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 467 (2006-2007), Nrn. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 6. Dezember 2006.

Diskussion. Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 5269

[2006/204183]

14 DECEMBER 2006. — Decreet houdende omzetting van Richtlijn 2003/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 november 2003 inzake het hergebruik van overheidsinformatie en betreffende de openbaarheid van bestuur

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Bij dit decreet wordt Richtlijn 2003/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 november 2003 inzake het hergebruik van overheidsinformatie omgezet.

HOOFDSTUK II. — *Begripsomschrijving en toepassingsgebied*

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° overheid :

a. het Waalse Gewest;

b. de publiekrechtelijke rechtspersonen die rechtstreeks of onrechtstreeks onder het Waalse Gewest ressorteren;

c. de gemeenten, de provincies en de overige territoriale collectiviteiten;

d. de personen die, ongeacht hun vorm en aard, :

— zijn opgericht met het specifieke doel te voorzien in behoeften van algemeen belang die niet van industriële of commerciële aard zijn;

— rechtspersoonlijkheid hebben

— en waarvan hetzij de activiteiten in hoofdzaak worden gefinancierd door de overheden of de instellingen vermeld in *a.*, *b.* of *c.*, hetzij het beheer is onderworpen aan toezicht door deze laatste, hetzij de leden van het bestuursorgaan, het leidinggevend orgaan of het toezichthoudend orgaan voor meer dan de helft door die overheden of instellingen zijn aangewezen;

e. de verenigingen opgericht door één of verschillende overheden bedoeld in *a.*, *b.*, *c.* of *d.*;

2° bestuursdocument : informatie waarover een overheid beschikt en die in een specifieke vorm opgeslagen wordt, ongeacht de drager of de opslagvorm ervan.

Computerprogramma's zijn geen bestuursdocumenten;

3° persoonsgegevens : alle informatie betreffende een natuurlijke persoon geïdentificeerd of identificeerbaar in de zin van de definitie opgenomen in artikel 1, § 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

4° hergebruik : het gebruik van bestuursdocumenten waarover de overheden beschikken, voor andere commerciële of niet-commerciële doeleinden dan het oorspronkelijke doel binnen de publieke taak waarvoor de bestuursdocumenten zijn geproduceerd;

5° licentie : document dat uitgaat van een overheid en waarin hergebruiksvoorwaarden vastliggen voor beide partijen, met name de overheid die de documenten afgeeft en de begunstigde;

6° beschikken over : in het bezit zijn van of een zekere controle hebben of beheerd worden voor een overheid;

7° geschrift : per post, telefax, e-mail of webformulier.

Art. 3. Dit decreet is van toepassing op alle volledige en afgewerkte bestuursdocumenten waarover de openbare overheden beschikken en die ze besluiten ter beschikking van derden te stellen met het oog op het hergebruik ervan.

De overheden beschikken over een beoordelingsbevoegdheid op dat gebied.

Dit decreet is niet van toepassing op :

1° bestuursdocumenten waarvan de verstrekking een activiteit is die niet onder de publieke taak valt;

2° de bestuursdocumenten waarvan de intellectuele eigendomsrechten bij derden berusten;

3° de bestuursdocumenten waartoe de toegang is uitgesloten op basis van de geldende toegangsregelingen, onder meer wegens :

— de bescherming van de nationale veiligheid, defensie of openbare veiligheid;

— statistisch geheim of handelsgeheim;

— gebrek aan persoonlijk belang als een persoonlijk belang aangetoond moet worden om toegang te krijgen tot de bestuursdocumenten;

4° de bestuursdocumenten in het bezit van openbare omroepen of hun dochterondernemingen en van andere instellingen of hun dochterondernemingen ten behoeve van de vervulling van een publieke omroepertaak;

5° de bestuursdocumenten in het bezit van onderwijs- en onderzoeksinstellingen, met inbegrip van organisaties die zijn opgericht voor de overdracht van onderzoeksresultaten;

Dit decreet is ook niet van toepassing op bestuursdocumenten die onvoorwaardelijk ter beschikking gesteld worden door een overheid.

De uitwisseling van bestuursdocumenten tussen openbare instellingen uitsluitend met het oog op de vervulling van hun openbare taken is geen hergebruik.

HOOFDSTUK III. — *Beginselen inzake het hergebruik van bestuursdocumenten*

Art. 4. Een bestuursdocument dat persoonsgegevens bevat, mag slechts hergebruikt worden voorzover de overheid de nodige voorzorgsmaatregelen genomen heeft om de identiteit te verbergen van de persoon op wie de persoonsgegevens betrekking hebben, meer bepaald door de informatie anoniem te houden, overeenkomstig de definitie opgenomen in artikel 1, 5°, van het koninklijk besluit van 13 februari 2001 tot uitvoering van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Art. 5. De bestuursdocumenten die de overheden ter beschikking stellen, kunnen voor al dan niet-commerciële doeleinden hergebruikt worden overeenkomstig de voorwaarden omschreven in dit decreet.

De documenten die uit het hergebruik voortkomen vermelden de bronnen en de datum van de laatste bijwerking en nemen de integriteit en de aard van de ter beschikking gestelde bestuursdocumenten in acht.

De overheden kunnen het hergebruik van de bestuursdocumenten aan bijkomende voorwaarden onderwerpen. Deze voorwaarden mogen de mogelijkheden tot hergebruik niet nodeloos beperken noch gebruikt worden om de mededinging aan banden te leggen.

Herbruikbare documenten worden, indien mogelijk, langs elektronische weg ter beschikking gesteld.

HOOFDSTUK IV. — *Verzoek en behandeling*

Art. 6. Het verzoek om hergebruik, dat schriftelijk ingediend moet worden, bevat op zijn minst de nauwkeurige identificatie van het aangevraagde bestuursdocument, een omschrijving van het hergebruik dat er van gemaakt zal worden, de vorm waarin de gezochte gegevens ter beschikking gesteld zouden moeten worden, alsook de nagestreefde finaliteit.

Als het verkrijgen van het bestuursdocument het gebruik van een licentie vereist, stuurt de overheid waaraan het verzoek om hergebruik gericht wordt een standaardexemplaar naar de aanvrager binnen een termijn die bij besluit vastgelegd wordt. De voorwaarden vervat in de licentie mogen de mogelijkheden tot hergebruik niet nodeloos beperken noch gebruikt worden om de mededinging aan banden te leggen.

De overheid kan de licentie elk ogenblik en eenzijdig opzeggen, zonder recht te geven op een schadevergoeding, als de aanvrager niet voldoet aan één of verschillende voorwaarden van de licentie.

De overheid kan ook elk ogenblik en eenzijdig een einde maken aan de terbeschikkingstelling van de bestuursdocumenten, zonder recht te geven op een schadevergoeding, als de aanvrager niet voldoet aan één of verschillende voorwaarden bedoeld in artikel 5, tweede en derde lid.

De procedure en de termijnen voor de behandeling van een aanvraag tot hergebruik alsook de vorm van de beslissingen liggen vast in een besluit.

HOOFDSTUK V. — *Hergebruiksvoorwaarden*

Art. 7. § 1. Als de bestuursdocumenten beschikbaar zijn en zonder buitensporige kosten in de gevraagde vorm ter beschikking gesteld kunnen worden, worden ze door de overheid in die vorm verstrekt.

Als de bestuursdocumenten niet beschikbaar zijn in de gevraagde vorm, geeft de overheid de verzoeker in haar beslissing kennis van de vorm(en) waarin de documenten beschikbaar zijn of ter beschikking gesteld kunnen worden.

§ 2. De overheden zijn niet verplicht de productie van bestuursdocumenten voort te zetten met het oog op het hergebruik ervan. Ze zijn echter verplicht zo spoedig mogelijk hun beslissingen bekend te maken, met name via een link op het portaal van het Waalse Gewest.

Art. 8. Als de voorbereiding van een bestuursdocument verschillende bijkomende verrichtingen vereist, mogen de totale kosten niet hoger zijn dan de kosten van verzameling, productie, vermenigvuldiging en verspreiding, vermeerderd met een redelijk rendement op investeringen.

HOOFDSTUK VI. — *Beroepen*

Art. 9. § 1. In het kader van het hergebruik van bestuursdocumenten is de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten, bedoeld in artikel 8 van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur in het Waalse Gewest, bevoegd voor beroepen ingesteld tegen een beslissing tot terbeschikkingstelling van bestuursdocumenten, in geval van weigering tot uitvoering van een beslissing of wegens elke andere moeilijkheid tegengekomen bij de uitoefening van de rechten waarin dit decreet voorziet.

§ 2. De Commissie oefent die bevoegdheid in alle onpartijdigheid uit. Tijdens de behandeling van de beroepen mag ze geen enkele onderrichting krijgen.

Art. 10. Het beroep wordt schriftelijk ingediend binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen vanaf het feit dat aanleiding geeft tot het beroep.

Art. 11. § 1. Als de Commissie een beroep ontvangt, neemt ze het onmiddellijk op in een register, met melding van de datum van ontvangst.

De persoon die het beroep heeft ingesteld en betrokken overheid hebben recht op rechtstreekse toegang tot de opgenomen gegevens m.b.t. het beroep.

§ 2. De Commissie geeft de betrokken overheid onmiddellijk kennis van het beroep en stuurt tegelijkertijd een bericht van ontvangst naar de persoon die het beroep heeft ingesteld.

Art. 12. § 1. De Commissie spreekt zich zo spoedig mogelijk uit over het beroep en deelt haar beslissing binnen uiterlijk dertig dagen schriftelijk mee aan de persoon die het beroep heeft ingesteld en aan betrokken overheid.

§ 2. De beslissingen van de Commissie zijn openbaar.

Art. 13. De beslissing waarbij het beroep is aangenomen wordt zo spoedig mogelijk uitgevoerd door betrokken overheid, uiterlijk binnen vijftien dagen.

Art. 14. Als een beroep bij de Commissie ingesteld wordt, kan laatstgenoemde ter plaatse inzage nemen van alle nuttige gegevens of ze zich door betrokken overheid laten verstrekken.

Ze kan alle betrokken partijen en deskundigen horen en de personeelsleden van de overheid verzoeken om aanvullende gegevens.

HOOFDSTUK VII. — *Discriminatieverbod, vrije concurrentie en transparantie*

Art. 15. § 1. Elke voorwaarde voor het hergebruik van bestuursdocumenten mag niet discriminerend zijn voor vergelijkbare categorieën van hergebruik.

§ 2. Als de overheid documenten hergebruikt in het kader van haar handelsactiviteiten die buiten haar publieke taak vallen, zijn de tariefvoorwaarden en overige voorwaarden die toepasselijk zijn op de verstrekking van de voor die activiteiten bestemde documenten dezelfde als voor de overige gebruikers.

Art. 16. § 1. De exclusiviteitsregelingen inzake hergebruik zijn verboden tenzij blijkt dat ze noodzakelijk zijn voor het verlenen van een dienst van algemeen belang.

Als een exclusiviteitsrecht verleend wordt in het algemeen belang, dient de overheid die het exclusiviteitsrecht heeft verleend of die er houder van is minstens om de drie jaar na te gaan of de redenen daarvoor nog steeds geldig zijn.

§ 2. Elk exclusief recht op hergebruik verleend na de inwerkingtreding van dit decreet wordt bekendgemaakt op initiatief van de overheid die het verleent.

§ 3. De exclusieve rechten op hergebruik die zijn verleend vóór de inwerkingtreding van dit decreet, behalve die in aanmerking komen voor de uitzondering bedoeld in § 1 van dit artikel, vervallen na afloop van de geldigheidsduur ervan of, in ieder geval, uiterlijk 31 december 2008.

Art. 17. De documenten die beschikbaar zijn voor hergebruik, de eventuele voorwaarden, waaronder de standaardlicenties, alsook eventuele vergoedingen, worden in een register opgenomen, o.a. op de website van het Waalse Gewest.

Het toezicht op de naleving van die verplichting wordt uitgeoefend door het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest. De toezichtsmodaliteiten worden bij besluit geregeld.

Als een vergoeding vereist wordt, kan de aanvrager op gewoon verzoek door betrokken overheid in kennis gesteld worden van de berekeningsbasis, alsook van de factoren die in aanmerking genomen worden bij de berekening van de vergoeding.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepaling*

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op de door de Waalse Regering vastgelegde datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 14 december 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting en Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van het Waals Parlement, 467 (2006-2007), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 6 december 2006.

Bespreking. Stemmingen.